

Canada – China
Legislative Association



Association législative
Canada – Chine

Rapport de l'Association législative Canada-Chine

24^e Réunion bilatérale

Pékin et Shanghai (République populaire de Chine)

Du 24 au 29 mars 2024

Rapport

Du 24 au 29 mars 2024, le sénateur Paul Massicotte, co-président du Sénat de l'Association législative Canada-Chine (CACN), a dirigé une délégation à Pékin et Shanghai, en République populaire de Chine (Chine) pour la 24^e réunion bilatérale entre le CACN et le Congrès national du peuple (NPC) de la Chine, la première réunion de cette nature depuis 2019. Les autres membres de la délégation étaient : Victor Oh, sénateur; Han Dong, député, co-président du CACN à la Chambre des communes ¹; Don Davies, député, vice-président du CACN; et Majid Jowhari, député, vice-président du CACN. La délégation était accompagnée de Grant McLaughlin, secrétaire de l'association, et de Ryan Vandenberg, conseiller de l'association.

Les objectifs de la visite de la délégation en Chine étaient les suivants :

- renforcer les relations entre le Canada et la Chine;
- explorer les possibilités de commerce bilatéral et d'autres formes de coopération économique;
- faire progresser la collaboration sur des objectifs communs en matière d'environnement et d'énergie propre;
- approfondir les liens bilatéraux entre les personnes;
- partager des connaissances sur le développement d'infrastructures.

Outre les échanges avec les législateurs chinois du NPC et du Congrès du peuple de la municipalité de Shanghai, les membres de la délégation ont rencontré des journalistes des médias occidentaux, des Canadiens et d'autres personnes ayant des liens étroits avec le Canada et qui vivent en Chine, ainsi que des représentants d'organisations de la société civile et d'entreprises, y compris des entreprises canadiennes opérant en Chine.

RÉUNIONS À PÉKIN

A. Comité permanent du Congrès national du peuple

M. Zhang Qingwei, vice-président du Comité permanent du NPC et président de l'Association législative Canada-Chine, a évoqué la longue histoire des relations fructueuses entre la Chine et le Canada, ainsi que les intérêts complémentaires des deux pays. Notant que les relations bilatérales ont été tendues ces dernières années, M. Zhang a déclaré que la visite de la délégation en Chine était importante pour instaurer la confiance.

Les co-présidents du CACN ont indiqué que la reprise des réunions bilatérales avec le NPC devrait mener à une relation de travail fructueuse. Ils ont également souligné que les délégués parlementaires sont indépendants du gouvernement du Canada. Au nom de la délégation, ils ont invité le NPC à envoyer une délégation chinoise au Canada pour une réunion bilatérale en 2025.

¹ Le 23 avril 2024, la co-présidence de l'Association législative Canada-Chine à la Chambre des communes est passée de Han Dong, député, à Majid Jowhari, député.

B. 24e Réunion bilatérale

La 24^e réunion bilatérale a donné lieu aux discours d'un délégué canadien et d'un législateur chinois sur chacun des quatre sujets prédéterminés, suivis d'une occasion informelle pour les délégués et les législateurs chinois d'échanger leurs points de vue. M. Shi Yaobin, vice-président exécutif de l'Association législative Canada-Chine et vice-président du Comité des affaires financières et économiques du NPC, et le sénateur Massicotte ont souligné l'importance de reprendre les réunions bilatérales.

1. Relations bilatérales et interparlementaires

M. Hao Ping, vice-président du Comité des affaires étrangères du NPC et vice-président de l'Association législative Canada-Chine, et M. Dong ont parlé des relations bilatérales et interparlementaires entre le Canada et la Chine. Soulignant l'importance des relations bilatérales, M. Hao a encouragé la communication et les échanges bilatéraux pour renforcer les économies des deux pays, le commerce, les liens entre les personnes et les connaissances de leurs cultures respectives. En outre, M. Hao a attiré l'attention sur certaines actions impliquant le Canada et des parlementaires canadiens dont la Chine n'est pas satisfaite, notamment : l'adoption par le Parlement du projet de loi S 211 sur le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement²; l'acceptation par le Canada des réfugiés ouïghours et l'enquête sur le travail forcé au Xinjiang; ainsi que l'engagement des parlementaires canadiens avec des représentants de la République de Chine (Taïwan) et le soutien aux séparatistes tibétains.

M. Dong a insisté sur l'importance d'une communication régulière, y compris par l'intermédiaire de forums bilatéraux, pour instaurer la confiance et faire preuve de bonne foi dans le renforcement des relations entre le Canada et la Chine. Il a évoqué des moyens pragmatiques de travailler à la réalisation d'intérêts communs, tels que l'approfondissement des liens entre les personnes en augmentant le nombre de vols de passagers entre les deux pays et en s'assurant que les barrières commerciales sont réduites au minimum pour les exportations canadiennes vers la Chine, telles que la viande bovine.

2. Économie et commerce bilatéral

M. Shi a parlé de la situation économique de la Chine, et M. Tian Guoli, vice-président du Comité des affaires financières et économiques du NPC, et M. Jowhari ont discuté du commerce entre le Canada et la Chine. M. Shi a indiqué que l'économie chinoise se redresse et que les politiques industrielles chinoises placent le pays en position de croissance économique à long terme.

M. Jowhari a souligné l'importance pour l'économie canadienne du commerce de marchandises et de services chinois, ainsi que des investissements étrangers, mais il a reconnu les obstacles au commerce bilatéral au cours des dernières années; il a notamment attiré l'attention sur le canola et le bœuf canadiens. Toutefois, M. Jowhari a également souligné les possibilités d'étendre le commerce entre le Canada et la Chine,

² [Projet de loi S-211 – Loi édictant la Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et modifiant le Tarif des douanes](#), 44^e législature, 1^{re} session.

en particulier dans les secteurs de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'énergie, des infrastructures et de la santé. Il a également souligné que les institutions multilatérales, telles que l'Organisation mondiale du commerce et la Coopération économique Asie-Pacifique, offrent des possibilités de collaboration.

M. Tian a noté la complémentarité des économies du Canada et de la Chine, identifiant le potentiel de coopération dans un certain nombre de secteurs, y compris l'énergie, les finances, la santé, la technologie et les minéraux. En outre, il a suggéré que les deux pays puissent s'appuyer sur l'expertise de chacun : la Chine pourrait tirer des leçons des connaissances du Canada en aérospatiale, en informatique quantique et en sciences de la vie, et le Canada pourrait tirer profit de l'expertise de la Chine en matière de transport et d'infrastructure numérique. Cela dit, M. Tian a également commenté les politiques canadiennes limitant les investissements pour des raisons de sécurité nationale, telles que la politique 2022 adoptée dans le cadre de la *Loi sur Investissement Canada* pour améliorer l'examen des investissements étrangers dans le secteur minier, et l'incertitude qui en résulte en Chine.

3. Liens entre les personnes et échanges culturels

M. Li Wei, membre du Comité de l'éducation, des sciences, de la culture et de la santé publique du NPC, et le sénateur Oh se sont concentrés sur les liens entre les personnes et les échanges culturels. Le sénateur Oh a souligné l'importance du respect des droits de la personne et a fait remarquer que les liens entre les personnes du Canada et de la Chine constituent la pierre angulaire des relations bilatérales. En outre, il a évoqué l'héritage de la « taxe d'entrée » imposée aux immigrants chinois entre 1885 et 1923, ainsi que les conséquences de l'augmentation des crimes haineux à l'encontre des Asiatiques au Canada ces dernières années. Le sénateur Oh a également exhorté les deux pays à multiplier les échanges éducatifs et culturels, notamment en encourageant l'intensification des activités dans le cadre des mécanismes d'échange existants, tels que les villes jumelées.

De même, M. Li a souligné la valeur des liens bilatéraux entre les personnes pour susciter la confiance et entretenir l'amitié entre la Chine et le Canada, et il a formulé trois suggestions pour approfondir ces liens : exploiter les leçons tirées des échanges dans des domaines tels que les sciences humaines, l'éducation, le sport et la santé pour renforcer la coopération législative dans ces domaines; cesser d'invoquer la sécurité nationale pour restreindre les échanges éducatifs et la coopération scientifique; et s'engager dans plus d'échanges culturels, notamment en célébrant les festivals de chacun et en augmentant le nombre de vols de passagers entre la Chine et le Canada.

4. Gouvernance mondiale

M. Jiang Chenghua, membre du Comité des affaires étrangères du NPC, et M. Davies se sont concentrés sur la gouvernance mondiale. M. Davies a souligné l'engagement multilatéral du Canada et de la Chine, en particulier leur collaboration sur les questions environnementales, ainsi que les efforts déployés par les deux pays pour se tenir mutuellement responsables de leur bilan en matière de droits de la personne par le biais d'examens périodiques universels du Conseil des droits de la personne des Nations

Unies. Il a également identifié des domaines de coopération bilatérale, tels que l'accord de promotion et de protection des investissements étrangers entre le Canada et la Chine. En outre, M. Davies a suggéré que la Chine pourrait aider à façonner les institutions mondiales dans le but d'obtenir des résultats plus justes pour les pays aux économies en développement.

M. Jiang a expliqué que la Chine et le Canada ont tous deux contribué aux efforts visant à maintenir un ordre mondial multilatéral qui recherche la coopération et le consensus, mais il s'est dit préoccupé par la montée du sentiment antimondialiste qui conduit les pays à se désolidariser les uns des autres, faisant ainsi courir le risque que le traitement d'enjeux mondiaux tels que les changements climatiques ne progresse pas suffisamment. Insinuant que le Canada utilise des dispositions de sécurité nationale pour limiter le commerce et les investissements chinois, M. Jiang a exhorté les parlementaires canadiens à exercer une surveillance pratique des traités internationaux du Canada afin de favoriser le commerce et les relations bilatérales positives avec la Chine.

C. Département international du Parti communiste chinois

Les membres de la délégation ont rencontré Mme Sun Haiyan, vice-ministre du Département international du Comité central du parti communiste chinois (CCP), qui exerce une fonction diplomatique pour ce parti. Mme Sun a souligné le fait que la Chine et le Canada ont récemment traversé une période de relations bilatérales turbulentes. Elle a soulevé des questions qui préoccupent la Chine, notamment les allégations des médias d'information canadiens selon lesquelles la Chine constitue une menace pour la sécurité et s'immisce dans la politique canadienne, qu'elle a qualifiée de désinformation.

De plus, Mme Sun a noté qu'il existe de nombreux domaines sur lesquels la Chine et le Canada peuvent travailler ensemble, y compris le « développement vert », en particulier la biodiversité et la « finance verte », ainsi que la numérisation des secteurs clés. Elle a également encouragé les Canadiens dont la demande de visa de journaliste chinois a été rejetée à présenter une nouvelle demande.

Les membres de la délégation et Jennifer May, ambassadrice du Canada en Chine, ont exhorté la Chine à négocier un accord équitable pour augmenter le nombre de vols de passagers entre le Canada et la Chine, ce qui pourrait augmenter les liens entre les personnes. En outre, les membres de la délégation ont proposé que la Chine commence à soutenir les négociations de paix entre les parties impliquées dans les conflits internationaux, notamment en Ukraine et à Gaza, en affirmant que la neutralité officielle de la Chine à l'égard de ces conflits la place dans une position d'intermédiaire pour la paix. De plus, les membres de la délégation et Mme Sun ont soutenu une utilisation plus active des mécanismes d'échange culturel existants. Ils se sont également engagés à poursuivre la mise en œuvre de contrôles stricts sur les opioïdes et les ingrédients connexes.

D. Comité des affaires étrangères du Congrès national du peuple

Au cours d'une réunion avec les membres du Comité des affaires étrangères du NPC, présidé par M. Lou Qinjian, les législateurs chinois et canadiens ont convenu que la visite de la délégation en Chine est importante, car les réunions en personne renforcent le

respect et la compréhension mutuels. Ils ont également déclaré que les législateurs pourraient bénéficier de forums bilatéraux de collaboration pour partager les pratiques exemplaires en matière de protection des données et de la vie privée et soulever des préoccupations à ce sujet. De plus, les législateurs canadiens et chinois ont indiqué qu'ils soutiendraient les négociations visant à augmenter le nombre de vols de passagers entre le Canada et la Chine.

M. Lou a décrit les efforts de la Chine pour éradiquer la pauvreté, a identifié le désir de paix du pays sur la scène mondiale et a déclaré que la Chine et le Canada ont de nombreuses occasions de collaborer, en particulier dans les secteurs de l'informatique et des télécommunications.

E. Comité de protection de l'environnement et de conservation des ressources du Congrès national du peuple

Lors d'une réunion avec les membres du Comité de protection de l'environnement et de conservation des ressources du NPC, présidé par M. Lu Xinshe, les législateurs chinois et canadiens ont souligné la longue histoire de collaboration entre la Chine et le Canada sur les questions environnementales, y compris les changements climatiques et la préservation de la biodiversité. M. Lu a souligné que la Chine avait besoin de l'expertise canadienne dans les domaines du pétrole, des métaux et des économies d'énergie pour soutenir sa transition écologique. Les membres de la délégation ont pris connaissance du cadre législatif de la Chine en matière de protection de l'environnement, dont certains éléments, y compris les évaluations en matière d'impact et de santé prévues par la loi, sont en partie basées sur les lois et l'expertise environnementale du Canada. Dans le contexte de la législation proposée par la Chine sur les parcs nationaux, les membres de la délégation ont décrit les mesures prises par le Canada pour contrôler et mettre à jour ses réglementations en matière de protection de la biodiversité, et ont souligné les conséquences négatives du déplacement des populations autochtones dans le but de créer des parcs nationaux.

F. British Columbia Forestry Innovation Investment et Canada Wood

Les membres de la délégation ont rencontré des représentants de British Columbia Forestry Innovation Investment (BCFII), une société d'État provinciale, et de Canada Wood China, un organisme de défense des droits. Les représentants ont expliqué que la priorisation par la Chine d'objectifs environnementaux offre de nombreuses occasions d'utiliser les produits forestiers canadiens, en particulier dans le secteur de la construction. Ils ont également décrit la manière dont BCFII tire parti de l'expertise canadienne pour influencer les codes techniques du bâtiment afin de permettre l'utilisation de produits de construction en bois plus respectueux de l'environnement. Les membres de la délégation ont découvert des exemples de projets de grande envergure liés au tourisme et au logement résidentiel en Chine, dont beaucoup ont été construits avec du bois canadien.

G. Journalistes occidentaux

Les membres de la délégation ont rencontré des journalistes de divers médias occidentaux. Les journalistes ont décrit l'environnement dans lequel les médias étrangers en Chine exercent leurs activités, ainsi que l'évolution de leur niveau d'accès aux visas chinois, aux régions et aux personnes à interviewer. Ils ont attribué le manque de journalistes étrangers accrédités au fait que la Chine limite le nombre de visas qui leur sont délivrés; par conséquent, ils ont suggéré qu'un plus grand nombre d'articles d'intérêt humain sur la Chine seraient rédigés si davantage de visas étaient délivrés, ce qui réduirait l'accent mis sur la géopolitique chinoise, qui dépeint souvent la Chine de manière négative. Les membres de la délégation ont été informés que la représentation négative de la Chine dans la plupart des médias occidentaux pourrait être partiellement due au mauvais traitement de journalistes étrangers par ce pays.

Les journalistes ont expliqué qu'eux-mêmes ou leurs collègues subissent régulièrement une surveillance et une intimidation de l'État, et, dans de rares cas, de la violence, qui entravent leur travail. Ils ont également indiqué que les citoyens chinois sont souvent réticents à parler aux journalistes étrangers et ont attiré l'attention sur le fait que certaines personnes interrogées ont été réprimandées pour de telles interactions. Les journalistes ont déclaré que la surveillance et l'intimidation des journalistes étrangers sont plus courantes dans les régions en Chine qui sont plus sensibles sur le plan politique, telles que le Xinjiang et le Tibet, et que ces situations sont vécues dans un nombre croissant de régions, telles que les frontières de la Chine avec la Russie et la Mongolie.

Pour ce qui est des droits de la personne au Xinjiang, les journalistes ont déclaré que, par rapport aux dernières années, la région est devenue plus ouverte aux médias étrangers, peut-être parce que la Chine tente de changer les perceptions à propos de la vie dans la région. Néanmoins, ils ont souligné que les journalistes étrangers ont toujours un accès limité aux citoyens de la région et ne peuvent pas obtenir d'entrevues avec des représentants de l'État. Les journalistes ont également indiqué que les habitants du Xinjiang parlent de « prisons » plutôt que de « camps de rééducation », et ont fourni des exemples d'Ouïghours qui purgent des peines d'emprisonnement officielles pour des accusations arbitraires sur la base d'un comportement tel que « trop prier. »

H. Conseil chinois pour la coopération internationale sur l'environnement

Les membres de la délégation ont rencontré des représentants du Conseil chinois pour la coopération internationale sur l'environnement (CCICED), un organisme de recherche chinois présidé par Zhao Yingmin, secrétaire général du CCICED et vice-ministre chinois de l'Écologie et de l'Environnement. M. Zhao a expliqué que, sur la base des conseils d'experts internationaux, le CCICED fait des recommandations en matière de politique environnementale directement au Conseil d'État du gouvernement chinois, qui met souvent en œuvre les recommandations.

Notant que le gouvernement du Canada a contribué à la création du CCICED et reste son principal donateur, M. Zhao a déclaré que le Canada est un partenaire important pour le CCICED. Il a également donné un aperçu des nombreux domaines de coopération environnementale entre le Canada et la Chine, y compris les énergies renouvelables, les plastiques et les batteries de véhicules électriques. Il a souligné l'objectif de la Chine en matière de neutralité carbone d'ici 2060 et les occasions connexes, et a affirmé que les

entreprises canadiennes sont particulièrement bien placées pour financer les initiatives environnementales chinoises.

I. L'ambassadrice du Canada en Chine

Les membres de la délégation et les chefs d'entreprise ayant des liens avec le Canada ont rencontré l'ambassadrice May. Leurs discussions se sont concentrées sur divers secteurs, y compris le tourisme, les banques, l'aérospatiale, les loisirs et l'éducation. Les membres de la délégation ont été informés que certains dirigeants d'entreprise canadiens se sentent généralement à l'aise de vivre et de faire des affaires en Chine malgré les relations bilatérales tendues et l'arrestation arbitraire de Michael Kovrig et Michael Spavor.

En outre, les membres de la délégation ont pris connaissance du « Conseil consultatif des chefs d'entreprise internationaux pour le maire de Pékin », qui offre aux représentants d'un groupe restreint d'entreprises multinationales la possibilité de discuter du développement économique et social de Pékin avec des fonctionnaires municipaux et de demander des conseils au gouvernement, notamment sur l'application d'une loi chinoise.

RÉUNIONS ET VISITES DE SITES À SHANGHAI

A. Congrès du peuple de la ville de Shanghai

Les membres de la délégation ont rencontré M. Chen Jing, vice-président du Congrès du peuple de la ville de Shanghai (SMPC), et Mme Huang Hong, présidente du Comité des affaires étrangères du SMPC. Soulignant les domaines d'intérêt commun entre le Canada et Shanghai, les membres de la délégation ont suggéré que les relations de jumelage de Shanghai avec la province du Québec et la ville de Montréal soient mises à profit pour renforcer les liens entre les personnes et les échanges culturels. M. Chen a souligné que le port de Shanghai et celui de Vancouver sont des ports jumelés, ce qui offre des possibilités de partage des connaissances.

M. Chen, Mme Huang et les membres de la délégation ont discuté des meilleures pratiques sur une variété de sujets, tels que le développement de logements, l'utilisation des terres et la gestion écologique des déchets. De plus, les membres de la délégation ont découvert les pratiques de planification municipales de Shanghai et les moteurs de croissance de la ville, qui comprennent de grandes entreprises canadiennes et d'autres entreprises étrangères.

B. Complexe Xintiandi, Lululemon et Arc'teryx

Les membres de la délégation ont visité le complexe Xintiandi, un quartier commercial appartenant à Brookfield Asset Management, une société canadienne de gestion des investissements. Ils ont visité des sites phares des marques canadiennes de vêtements Lululemon et Arc'teryx, et se sont familiarisés avec les stratégies de croissance rapide de ces entreprises en Chine. Les membres de la délégation ont noté que les deux marques tirent parti de l'image du Canada en tant que pays avec une beauté naturelle

exceptionnelle et une population physiquement active dans le cadre de leurs activités de marketing destinées aux consommateurs chinois.

C. GIGA et Brookfield Asset Management

Les membres de la délégation ont rencontré Raefer Wallis, fondateur et chef de la direction de GIGA, une organisation canadienne d'analyse comparative, et Stanton Wong, président de GIGA. Ils ont été informés des occasions d'affaires pour les Canadiens liées à la transition de la Chine vers la carboneutralité d'ici 2060. M. Wallis a indiqué que le président chinois Xi Jinping a envoyé des signaux politiques ambitieux aux entreprises nationales dans le but d'atteindre cet objectif, même si la Chine est, à l'heure actuelle, le plus grand émetteur de carbone au monde.

M. Wong a mis en avant la norme de rendement environnemental de GIGA et a démontré son application au siège social de Brookfield Asset Management. Au cours de cette visite, les membres de la délégation ont pris connaissance de la stratégie de Brookfield Asset Management visant à accroître sa part de marché dans divers secteurs chinois, malgré le ralentissement économique dû en grande partie au déclin du secteur immobilier en Chine.

Les membres de la délégation ont également rencontré Daniel Cheng, directeur associé de la branche « Énergie renouvelable et transition » chez Brookfield Asset Management. Ils ont discuté des prévisions pour l'économie chinoise dans son ensemble et son secteur immobilier en particulier.

D. Chambre de commerce canadienne à Shanghai

Les membres de la délégation ont rencontré des représentants de la Chambre de commerce canadienne à Shanghai (CanCham) et des membres du conseil d'administration de CanCham. Mme Jenny Fan, présidente du conseil d'administration de CanCham, a expliqué que les liens interentreprises entre le Canada et la Chine sont demeurés solides, malgré la contrainte de la relation politique et la réduction des liens entre les personnes des deux pays au cours des dernières années. Les représentants et les membres du conseil d'administration de CanCham ont ajouté que la visite de la délégation, ainsi que l'engagement diplomatique bilatéral, pourraient favoriser la réussite des entreprises canadiennes opérant en Chine. En outre, ils ont indiqué que la communauté d'affaires canadienne en Chine est en mesure de partager, grâce aux contacts personnels et professionnels au Canada, des perspectives nuancées sur la Chine qui ne sont pas toujours reflétées dans la couverture médiatique canadienne du pays, qui est souvent négative.

D'autre part, les représentants et les membres du conseil d'administration de CanCham ont attiré l'attention sur les compromis que les entreprises canadiennes font lorsqu'elles décident d'exercer leurs activités en Chine. Les membres de la délégation ont été informés que des facteurs tels que la surveillance et les préoccupations relatives aux droits individuels les mettent mal à l'aise lorsqu'ils font des affaires en Chine.

Cependant, les représentants et les membres du conseil d'administration de CanCham ont souligné les aspects positifs du marché chinois, y compris les conditions favorables

aux technologies vertes et à l'innovation, ainsi que l'optimisme général à l'égard de l'économie chinoise et de l'application des lois commerciales et anticorruption. Les membres de la délégation ont appris qu'il existe des doutes quant à la faisabilité et à l'occasion de réduire la dépendance des entreprises occidentales à l'égard des entreprises chinoises, comme l'ont proposé certains observateurs occidentaux.

E. Meituan

Lors d'une visite au bureau de Meituan à Shanghai, une entreprise chinoise de commerce électronique, les membres de la délégation ont été informés des innovations technologiques de cette dernière, de son avantage concurrentiel sur le marché chinois et de l'environnement réglementaire dans lequel elle exerce ses activités. Mme Mao Fang, vice-présidente de Meituan (Shanghai) et suppléante au CMSM, a évoqué la coordination entre Meituan et les responsables gouvernementaux du contrôle du trafic aérien pour la livraison de nourriture par drones, les efforts déployés pour protéger les données des consommateurs tout en se conformant à la réglementation chinoise en matière de données, et la collaboration avec les législateurs chinois pour tester les innovations technologiques sur le marché afin d'identifier les problèmes et les solutions potentielles avant la rédaction de la législation.

F. Redfern Digital

Les membres de la délégation ont rencontré Ryan Molloy, le chef de la direction de RedFern Digital, une agence de marketing numérique. M. Molloy a souligné la prévalence du commerce électronique en Chine, qui est plus élevée qu'au Canada, et a déclaré que le Canada, grâce à sa réputation de réglementation stricte en matière de sécurité et de produits de haute qualité, possède de nombreuses marques qui attirent les consommateurs chinois, y compris celles liées à la santé des enfants et aux vêtements de plein air. Toutefois, il a mis en garde contre le fait que les petites entreprises éprouvent des difficultés à pénétrer le marché chinois, en partie à cause de l'investissement élevé nécessaire pour établir une présence sur le marché du commerce électronique.

G. Tour de Shanghai

Les membres de la délégation ont visité la tour de Shanghai, une tour de 128 étages qui est le deuxième gratte-ciel le plus haut au monde et qui est stabilisée par une technologie conçue et fournie par RWDI, une entreprise canadienne. Au cours de la visite, M. Qian Feng, gestionnaire principal de projet et directeur associé chez RWDI, a expliqué qu'un amortisseur magnétique réduit les vibrations jusqu'à 45 %, et a indiqué que l'utilisation de la technologie de l'amortisseur magnétique plutôt que celle de l'hydraulique permet d'éviter les risques de fuites.

H. Shanghai International Port Group

Les membres de la délégation ont rencontré des représentants de Shanghai International Port Group (SIPG), l'exploitant du terminal du port de Shanghai, le plus grand port au monde par débit. En plus d'en apprendre davantage sur les efforts visant à rendre le port

plus écoénergétique et à réduire sa production de carbone, les membres de la délégation ont été informés que le SIPG automatise de nombreuses opérations portuaires.

Les membres de la délégation et M. Ding Xiangming, vice-président, secrétaire du conseil et avocat général de SIPG, ont discuté du coût élevé du transport maritime depuis la pandémie de la COVID-19 et de la sécurité de l'infrastructure portuaire. D'ailleurs, ils ont attiré l'attention sur l'important partenariat entre le port de Shanghai et le port de Vancouver, qui fournit à la fois un point de connexion essentiel entre les deux pays et un véhicule pour l'échange de connaissances.

CONCLUSION

Tout au long de la 24^e réunion bilatérale, les législateurs canadiens et chinois ont souligné l'importance de reprendre les réunions bilatérales régulières et se sont engagés à tenir ces réunions annuellement. La réunion bilatérale a été une occasion précieuse de discuter et d'instaurer la confiance. De plus, les réunions des membres de la délégation avec des législateurs chinois, ainsi qu'avec des représentants d'organisations de la société civile et d'entreprises canadiennes et chinoises, ont mis en évidence les avantages d'un engagement en personne.

Les législateurs canadiens et chinois ont identifié de nombreuses façons dont la coopération bilatérale et multilatérale pourrait être établie ou renforcée, attirant une attention particulière sur les objectifs environnementaux communs et la facilitation du commerce mutuellement bénéfique. Ils ont également exprimé leur intérêt à tirer parti des mécanismes existants pour les liens entre les personnes et les échanges culturels. De plus, la réunion bilatérale a permis aux membres de la délégation de soulever des questions importantes pour la relation bilatérale, y compris les droits de la personne, la coopération commerciale, les visas pour les journalistes canadiens et le nombre de vols de passagers entre le Canada et la Chine.

Lors de leurs réunions avec des gens d'affaires canadiens en Chine, les membres de la délégation ont appris que les entreprises qui réussissent en Chine sont généralement celles qui comprennent le marché chinois et la dynamique politique du pays, qui vendent des produits ou des services souhaités par les consommateurs chinois et qui demandent des conseils sur le commerce chinois au Service des délégués commerciaux du Canada et à d'autres entités bien informées.

Les membres de la délégation ont invité les membres du NPC à visiter le Canada en 2025 pour la 25^e réunion bilatérale.

Respectueusement soumis,

L'honorable Paul J. Massicotte, sénateur
Co-président, Association législative Canada-Chine

Majid Jowhari, député
Co-président, Association législative Canada-Chine

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association législative Canada-Chine
ACTIVITÉ	24 ^e Réunion bilatérale
DESTINATION	Pékin et Shanghai (Chine)
DATES	Du 24 au 29 mars 2024
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Paul J. Massicotte L'hon. Victor Oh Don Davies
CHAMBRE DES COMMUNES	Han Dong Majid Jowhari
PERSONNEL	Grant McLaughlin Ryan Vandenberg
TRANSPORT	70 123,72 \$
HÉBERGEMENT	13 757,26 \$
ACCUEIL	2 579,10 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	6 945,08 \$
CADEAUX OFFICIELS	427,00 \$
DIVERS	7 660,47 \$
TOTAL	101 492,63 \$